DIAL 2310

MEXIQUE - Chiapas : Nouvelle invasion militaire dans la forêt

Service international pour la paix

mercredi 1er septembre 1999, mis en ligne par Dial

La situation au Chiapas, à laquelle nous consacrons trois courts dossiers dans cette livraison, suscite des inquiétudes de plus en plus vives après les dernières incursions de l'Armée fédérale dans la forêt Lacandone, les limites imposées à la libre circulation des personnes, les arrestations arbitraires d'observateurs nationaux et internationaux, les déclarations intolérantes de Roberto Albores, gouverneur de l'État du Chiapas, qui vient de faire approuver plusieurs initiatives de lois dangereuses pour la justice et la concorde, la construction de routes « au service du développement » selon le gouvernement mais faites pour faciliter la pénétration de l'armée fédérale selon les zapatistes, les mesures militaires prises pour encercler dans un village proche de La Realidad des paysans favorables aux zapatistes ainsi que des étudiants venus manifester leur solidarité au peuple chiapanèque face à la menace de privatisation du patrimoine culturel mexicain (plusieurs personnes ont été arrêtées et d'autres blessées le 25 août), etc. De nombreux analystes manifestent une inquiétude grandissante devant le durcissement de la situation.

L'objectif poursuivi par la présentation de ces dossiers D 2310, 2311 et 2312 est de permettre au lecteur de prendre connaissance des faits et analyses qui aident à mieux percevoir la détérioration de la situation due au maintien d'une politique qui brille avant tout par son manque de respect des droits de l'homme, surtout lorsque « l'homme » en question est indigène.

L'analyse ci-dessous de la situation au Chiapas émane du SIPAZ (Service international pour la paix) qui mène actuellement de nombreuses actions de formation à la paix et à la réconciliation au Chiapas. Elle est datée du 22 août 1999.

Nous voulons ici attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation tendue et de plus en plus préoccupante dans la communauté d'Amador Hernández de la forêt Lacandone du Chiapas. Depuis le 12 août dernier, elle subit l'occupation de centaines de militaires de l'armée mexicaine ; la population indigène et des groupes de la société civile mexicaine (étudiants, observateurs et syndicalistes), venus ici pour se solidariser avec la communauté agressée, sont harcelés par les soldats.

Les faits et leur contexte

Le 12 août 1999, une nouvelle invasion militaire a eu lieu dans la forêt Lacandone, cette fois dans la communauté d'Amador Hernández, municipalité d'Ocosingo, aux bords de la réserve naturelle Montes Azules. Environ 500 militaires de l'armée fédérale mexicaine arrivèrent par voie terrestre et par parachutage dans cette communauté, située à 19 km de l'endroit où se trouvaient le sous-commandant Marcos et les commandants de l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale]. Ensuite sont venus deux hélicoptères militaires qui transportaient 50 autres soldats. Jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, la région est toujours survolée par des hélicoptères militaires, certains transportant de l'équipement et de la nourriture.

L’armée a installé ses campements et a enfermé la communauté derrière des barbelés. Le dimanche 15 août, ils ont attaqué les habitants avec des gaz lacrymogènes, ainsi que des étudiants et professeurs de l’École d’anthropologie et d’histoire et de l’Université nationale autonome du Mexique (UNAM), et ont fait quatre blessés. Les étudiants et les professeurs participaient à une rencontre internationale pour la défense du patrimoine culturel, dans la communauté voisine La Realidad, convoquée par l’EZLN pour débattre la proposition gouvernementale de loi générale du patrimoine historique. Quand ils apprirent là l’invasion militaire dans la communauté voisine, ils marchèrent pendant douze heures pour aller observer et être témoins des événements.

Les autorités sont sur le point d’ordonner l’arrestation des étudiants mexicains qui ont établi un campement civil d’observation à Amador Hernández, pour les délits d’incitation à la violence, obstruction de routes, séquestration et attaque contre l’armée. Les policiers anti-émeutes et plusieurs organismes de sécurité fédérale et d’État ont déjà installé des postes de contrôle à l’entrée de la capitale de l’État du Chiapas et sur les routes qui conduisent à la région de Los Altos et de la Selva (la forêt), pour bloquer les caravanes qui sont sur le point d’arriver depuis d’autres régions du Mexique.

Le gouvernement fédéral et celui de l’État organisent une campagne de discrédit et de diffamation contre les étudiants, en utilisant une grande variété de moyens d’information de masse régionaux et nationaux, pour les faire apparaître comme des « ultras » du mouvement étudiant en grève de l’Université nationale autonome du Mexique (UNAM), et en les accusant de « manipuler » les indigènes. Ceux qui sont déjà revenus à San Cristóbal de Las Casas ont subi des intimidations dans les postes de contrôle tout au long du trajet.

Cependant, le gouverneur de l’État, Albores Guillén, a déjà prévenu qu’il n’acceptera plus la présence d’observateurs nationaux et internationaux, et qu’il ne permettra plus d’actes de « déstabilisation ». Dans un communiqué du gouvernement de l’État, il a ajouté que « nous, habitants du Chiapas, sommes à bout… Assez de chantage et de manipulation… [de la part des]… agitateurs [qui] profitent des conflits politiques et qui pourrissent la société. »

Les sources gouvernementales et militaires font valoir que la présence des soldats à Amador Hernández a pour but de protéger les topographes qui vont relever les mesures pour le tronçon de route allant de San Quintín (où se trouve une des plus importantes casernes militaires de l’État) à Amador Hernández et au-delà ; une route que la communauté indigène ne veut pas, car elle faciliterait l’entrée et le transit de l’armée dans la région.

Récemment, environ 6 000 soldats sont arrivés dans la même région, pour effectuer une campagne de reboisement dans la Selva (la forêt). Cette campagne a été fortement critiquée par les ONG de développement, d’environnement et de droits humains, qui ont fait remarquer que cela devrait être réalisé par des civils.

L’armée mexicaine a de nouveau réussi, à présent sous prétexte de reboisement et de construction de nouvelles routes, à mieux déplacer les troupes militaires, à établir de nouveaux camps, des postes de contrôle et d’autres constructions militaires dans la zone de conflit du Chiapas.

D’un côté, le gouvernement fédéral et celui de l’État utilisent un discours abondamment répété dans les différents moyens de communication. Ils affirment chercher à dialoguer avec l’EZLN et accusent les zapatistes de refuser de parler avec le gouvernement. D’un autre côté, la dernière incursion militaro-policière met en cause l’intention du gouvernement de vouloir résoudre le conflit au moyen du dialogue, et semble plutôt être une provocation militaire.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – D 2310.
– Traduction Dial.

– Source (espagnol) : *Service international pour la paix*, août 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.